

le cnam



« (se) COMPRENDRE ENSEMBLE.

Inventer de nouveaux savoirs avec la cartographie active »

**MONOGRAPHIE
ASSOCIATION**

UNADEL

(Union Nationale des Acteurs du
DEveloppement Local)

Texte rédigé par les étudiants du Master 2

« Intervention et développement social.

Économie sociale et solidaire »

BACHMANN Sylvain, CHIAHOU Alliatte, GALLET Noémie, FABILAS Sandrine,
TOURE Mélissa.

Présentation des Personnes rencontrées

Jean MAILLET Secrétaire Général du bureau de l'association

Yves GORGEU – Expert en développement local membre du conseil d'administration

De plus, le groupe d'étudiant a participé au Conseil d'administration d'UNADEL

Vaia TUUHIA, déléguée générale de l'association 4D partenaire de l'UNADEL

La fabrique écologique

Identification de l'initiative

Nom : Union Nationale des Acteurs du Développement Local

Sigle : UNADEL



Date de création de l'initiative : le 13 octobre 1992

Personne(s) responsable(s) et poste :

Jean MAILLET, secrétaire général – (DEIS) et Un Chargé de mission

Adresse : 150 - 154 rue du Faubourg Saint- Martin Paris /24 rue des récollets Paris

Téléphone/Fax : 01 45 75 91 55

Courriel : contact@unadel.org

Site web : <http://unadel.org>

Introduction

La présente monographie est un travail collectif de présentation d'une initiative « UNADEL » sur la base d'entretiens avec des acteurs de la structure, à partir d'une grille d'entretien fournie par le CNAM, et de recherches documentaires. Certaines parties de cet écrit sont issues directement de contenus déjà existants qui ont fait l'objet d'une demande préalable d'autorisation de publication auprès de leur auteurs. Ce travail s'est déroulé sur une période de 3 mois d'avril 2017 à juin 2017. Nous remercions l'ensemble des acteurs rencontrés pour la qualité de leur accueil et la disponibilité dont ils ont fait preuve tout au long de ce travail.

Données juridiques et organisationnelles

L'UNADEL est une association, loi 1901, à but non lucratif. Sa création remonte au 13 octobre 1992.

Elle est administrée par un Conseil d'administration qui selon Jean Maillet compte « une vingtaine de personnes, des administrateurs actifs ». Cette instance a pour rôle de fixer les orientations. Elle est assistée par un Bureau composé de 7 membres et une petite équipe de permanents qui veille à l'exécution de ces orientations.

Si l'investissement des bénévoles et salariés a permis à l'association de fonctionner normalement, il serait néanmoins important de questionner l'organisation actuelle notamment le conseil d'administration (voir modes de gouvernance et de participation).

De même, l'association peut compter sur le dévouement et l'investissement de son équipe salariée, même si celle-ci reste très réduite. Selon Jean Maillet, elle est composée de « deux salariés et de temps en temps quelques stagiaires »

Sont représentés au Conseil d'Administration de L'UNADEL plusieurs réseaux adhérents à cette Union, ou associés, et de ce fait, ils sont signataires de la charte qui régit les rapports entre les membres dont ils partagent les valeurs et les objectifs, mais contribuent également à l'élaboration des travaux et réflexions. Ces réseaux qui sont des relais au niveau des régions « accompagnent le développement des territoires au niveau régional et sont partie prenante des actions et chantiers menés par la structure nationale »¹.

Ces réseaux régionaux sont :

¹ <http://unadel.org/lunadel/nos-plateformes-inter-associatives/>

- L'Association régionale de développement local de Provence Alpes Côte d'Azur (ARDL PACA) dont le siège est situé à Marseille (13).
- Le Carrefour des Pays Lorrains dont le siège est à Colombey-les-Belles (54).
- Initiatives de développement local en Ile de France (Idélif) dont le siège est à Paris.

L'UNADEL compte parmi ses adhérents des acteurs et des structures qui sont impliqués dans des démarches de développement local participatif. La plaquette de l'association recense les profils des adhérents et sympathisants suivants :

- Élus, agents de développement, fonctionnaires territoriaux, professionnels de l'éducation populaire, de la culture, de la formation...
- Représentants d'associations locales ou nationales d'éducation populaire, de conseils de développement...
- Experts associés qui impulsent et soutiennent des démarches de développement local : universitaires, bureaux d'études, fédérations d'élus ou de collectivités, services publics ...
- Collectivités locales : conseils départementaux et régionaux, intercommunalités, pôles et pays....

Présentation de la structure

« *Vivre et travailler au pays c'est un slogan des années 70, c'est au fond peut être aussi, une illustration de ce que voulait être le mouvement du développement local* »².

L'UNADEL est une association de type loi 1901 créée le 13 octobre 1992. Elle s'inscrit dans la continuité des mouvements régionaux des années 1950 et 1970 en réponse à l'exode rurale. Durant les années d'après-guerre, les campagnes se vident de manière importante de leurs habitants. Des citoyens se constituent alors en associations pour enrayer cet exode et développer des actions et des initiatives permettant de « *Vivre et travailler au pays* ». Entre 1960 et 1970, le phénomène s'intensifie, les nombreuses reconversions industrielles entraînent des mutations sur les bassins d'emploi et de vie. Face à cette situation, des élus et des citoyens se mobilisent et créent des mouvements associatifs afin de contrer cette dynamique de dépeuplement en s'investissant dans le « développement local » terme qui apparaît pour la première fois en 1965³. C'est à partir de 1980 que « *la théorisation autour du développement local se fait avec des personnages comme Paul Houé un breton bien connu dans le pays du Mené* »⁴. Parallèlement, au niveau national, sous l'impulsion de Michel

² Extrait de l'entretien avec Mr Jean Maillet.

³ Georges Gontcharoff extrait de la revue « Territoires » d'octobre 2002

⁴ Extrait de l'entretien avec Mr Jean Maillet.

Rocard une nouvelle façon de penser le territoire est encouragée. Elle s'articule autour d'un constat « *des acteurs, dans un territoire, travaillant ensemble, sont plus à même de faire exister un projet et de faire vivre ce projet au service d'un bien commun territorial, au service de l'activité et de l'emploi, de la culture* ». Cette nouvelle dynamique sera portée par des associations comme :

- La Fédération des Pays,
- l'Association Nationale des Acteurs du Développement Local,
- l'ANDLP (Association Nationale pour le Développement Local et les Pays)
- ...

Le 13 octobre 1992, l'UNADEL naît de la fusion entre l'ANDLP et la fédération des pays de France.

L'UNADEL, associe des élus, des militants associatifs et des professionnels du local, mobilisés pour un objet commun : la promotion et la connaissance des territoires de projet, comme creuset du développement local.

Principaux événements constituant le parcours historique de l'UNADEL :

- Contribution à la Loi d'orientation pour l'aménagement et le développement du territoire (LOADT, dite loi Pasqua), – 1994.
- Organisation de l'événement « Territoires d'Avenir » en pays Cathares (1500 personnes rassemblées) – 1997, qui aboutira à la réalisation du Manifeste de Carcassonne.
- Création de la plate-forme « Territoires d'Avenir » : lieu d'échanges composés d'une quarantaine d'associations ou réseaux nationaux afin de débattre sur les enjeux communs du développement local et la citoyenneté, l'axe principal étant la constitution des pays et l'organisation des conseils de développement.
- Implication dans le programme « nouveaux services, emplois jeunes »
- Contributions à la Loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement Durable du Territoire (LOADDT, dite loi Voynet), – 1999.
- Co-organisation des Rencontres mondiales des acteurs du développement local à Sherbrooke (Québec), et soutien de projets de coopération (Sénégal, Mali, Maghreb, Roumanie...).

– De 2001 à 2005

- Lancement de la plate-forme des métiers du développement territorial à l'issue des États généraux de novembre 2001.
- Organisation d'un Séminaire anniversaire à Pont-à-Mousson, en Val-de-Lorraine à l'occasion des 10 ans de l'UNADEL – 2002.

- Expérimentation nationale « Pour des conseils de développement participatifs » (plateforme inter-associative « Territoires d'Avenir ») : accompagnement et valorisation des travaux de groupes d'acteurs locaux dans la mise en place de conseils de développement – 2002 à 2004.
- Co-organisation des premiers États généraux des Pays en 2003
- Organisation du Forum des Pays à Rambouillet – 2004.
- Organisation de divers Séminaires annuels, (Pays Dignois en 2003, en Pays du Trégor-Goëlo en 2004 ...)

-De 2005 à 2010 :

Co-organisation des États Généraux des Pays (avec l'Association pour la Fondation des Pays et l'Assemblée des communautés de France et le soutien du Conseil régional de Basse Normandie.) – 2005 à 2008.

- Mise en place d'une commission de travail sur la création de la Loi de réforme des collectivités territoriales, afin de préserver les pays et les conseils de développement; – 2009 à 2010.
- Travail d'explicitation des enjeux de cette loi – 2009 à 2010.

-De 2010 à 2013 :

- Organisation de l'Université d'été du développement local à Foix, 2010 et rédaction de la Déclaration de Foix
- Seconde Université d'été du développement local à Villers les Nancy suivie de la publication du *Livre Blanc du développement local et de la décentralisation* – 2011 –
- Co-organisation de l'Université d'été du développement local à Marseille : « Économie : le pouvoir des territoires » avec l'ARDL (Agence Régionale du Développement Local) en PACA, en septembre 2012 et publication du Journal multimédia.
- Co-organisation du congrès national des développeurs avec le Collectif Ville Campagne, la Plate-forme régionale du développement rural Rhône-Alpes et l'Inter Réseaux des professionnels du Développement Social Urbain (environ 500 personnes) en juillet 2013.
- En septembre 2012, l'UNADEL et l'ARDL Paca ont fêté leurs 20 ans.

« On a vingt-cinq ans d'âge, c'est un bon armagnac, on fait partie d'une histoire, on a une caution morale »⁵

Depuis sa création, l'UNADEL oriente ses pratiques autour « des valeurs humaines et la valeur de la richesse des territoires en tant que richesse patrimoniale, naturelle, économique, culturelle, singulière. »⁶ L'objectif central est : la valorisation des capacités et potentialités des citoyens et des territoires sur un principe d'auto-organisation : « C'est ce qu'on appelle aujourd'hui la participation citoyenne. »⁷

UNADEL s'attèle à retisser du lien autour d'une intelligence collective. L'objectif est de permettre un langage commun entre les différents acteurs d'un même territoire afin de favoriser le pouvoir d'agir de tous. C'est ainsi que l'UNADEL s'engage dans une reconnaissance et une volonté de « savoir travailler ensemble pour faire progresser l'idée d'un développement local de mieux en mieux territorialisé. »⁸

Aujourd'hui trois types d'actions sont proposés ⁹:

- **les carrefours des métiers.**

L'action proposée s'organise en « Plate-forme nationale des métiers du développement territorial ». C'est une plate-forme partenariale conçue dès l'origine comme un espace de rencontre, d'échange et de travail commun, qui associe des professionnels du développement, leurs structures d'appui, la recherche universitaire et qui collabore avec le Pôle emploi et le CNFPT. L'objectif est de capitaliser plusieurs travaux réalisés sur les différentes familles de métiers touchant aux questions du développement (développements territorial, local, social urbain, économique, etc.) et ainsi de produire de la connaissance commune.

- **les écoutes territoriales et accompagnement des territoires**

Les écoutes territoriales visent à analyser des stratégies de développement innovantes en termes de transition énergétique et/ou de tourisme durable. UNADEL propose un travail d'écoute et d'analyse des pratiques des acteurs locaux participants afin de souligner et promouvoir les dynamiques mises en œuvre. Il s'agit aussi de faciliter la mise en réseau et l'animation de réflexions collectives.

Dans sa mission de soutien territoriale, l'UNADEL organise des cycles de sensibilisation active auprès des acteurs locaux sur les évolutions actuelles de l'organisation territoriale, des compétences et des leviers de développement. L'UNADEL s'attache à mettre en place des regards croisés et des échanges de pratiques entre tous les acteurs du développement local participatif.

- **L'accompagnement des « conseils citoyens ».**

⁵ Extrait de l'entretien de Jean Maillet

⁶ Extrait de l'entretien d'Yves GORGEU – Expert en développement local

⁷ Extrait de l'entretien d'Yves GORGEU – Expert en développement local

⁸ Extrait de l'entretien de Jean Maillet

⁹ Éléments issus du site internet de l'UNADEL

L'UNADEL s'engage également dans l'accompagnement et le conseil pour la mise en place des conseils citoyens conformément à la loi. Celle-ci prévoit qu'« un conseil citoyen est mis en place dans chaque quartier prioritaire de la politique de la ville, sur la base d'un diagnostic des pratiques et des initiatives participatives. [...] Ces conseils citoyens sont associés à l'élaboration, à la mise en œuvre et à l'évaluation des contrats de ville. Des représentants du conseil citoyen participent à toutes les instances de pilotage du contrat de ville, y compris celles relatives aux projets de renouvellement urbain. Les conseils citoyens exercent leur action en toute indépendance vis-à-vis des pouvoirs publics et inscrivent leur action dans le respect des valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, de laïcité et de neutralité. »¹⁰. Les acteurs de l'UNADEL travaillent à l'émergence de pratiques innovantes favorisant la participation citoyenne des différents acteurs d'un même territoire.

Dynamiser et développer les vecteurs de participation citoyenne est le cœur de métier de l'UNADEL

Ce travail sur la participation citoyenne mobilise des moyens, notamment financiers, ce qui pose la question des ressources de l'association et leur caractère hybride.

Hybridation des ressources

Le budget associatif de l'UNADEL, qui dépasse les 300000€ pour l'année 2017, repose sur plusieurs types de ressources :

Tout d'abord, les subventions publiques qui sont octroyées principalement par la Caisse des dépôts et consignation et le Commissariat général pour l'égalité des territoires (CGET). L'association se bat chaque année pour déposer des demandes et obtenir les financements. Jean Maillet affirme : « C'est toujours une bataille de chercher des financements c'est à dire que ça ne tombe pas... voilà. Donc oui il faut chaque année rediscuter avec nos principaux partenaires publics pour dire est ce que on est toujours en phase [avec leurs politiques]? ».

Selon lui, ces aides publiques constituent « un très très gros quart de subventions publiques, plutôt un gros tiers »¹¹

Ensuite, viennent, les cotisations de collectivités et les prestations, même si selon Jean Maillet « il n'y en a pas beaucoup, on a quelques régions et un département, et quelques communautés de communes, voilà quand on anime des conseils citoyens... »

Enfin, l'UNADEL peut compter, pour une petite part de ses ressources, sur les adhésions et les cotisations directes de ses membres. En effet, l'UNADEL utilise beaucoup ses bénévoles, dont des experts, mais ne valorise pas ces ressources non monétaires. M. Jean MAILLET affirme « on les fait bosser mais dans les budgets ça apparaît peu parce que on ne sait pas très bien valoriser ça ! ».

¹⁰ Loi n° 2014-173 du 21 février 2014 de programmation pour la ville et la cohésion urbaine, Art. 7-I

¹¹ Extrait de l'entretien de Jean Maillet

Ce manque de valorisation est lié à un déficit général dans la politique de communication :
« On a un beau site internet, qui fonctionne mal. On n'est pas des grands communicants parce que ce n'est pas notre truc ! ».

Cependant, il est à noter que dans le cadre de l'hybridation des ressources, l'UNADEL cherche à développer et diversifier ses ressources de financement en faisant appel sur son site au financement participatif et en sollicitant de nouveaux partenaires financiers : « Cette année on noue un partenariat avec l'ADEME, l'Agence De Environnement et de la Maitrise de l'Energie, le bras armé de l'Etat pour l'accompagnement des territoires dans la transition énergétique... [ce] qui va nous rapporter quelques sous mais qui va nous demander beaucoup de travail », sans toutefois s'aventurer dans le labyrinthe des financements européens réputés décourageants : « Non ! Les budgets européens on ne s'y frotte pas c'est trop complexe à gérer en terme d'avance de trésorerie. »

Les moyens humains -comme les moyens financiers- constituent également une ressource importante, d'autant plus qu'elle contribue au mode de gouvernance et de participation.

Mode de gouvernance et de participation

« On est deux salariés, on a de temps en temps quelques stagiaires, on a un conseil d'administration d'une vingtaine de personnes qui sont plutôt des personnes actives, même si ils ont tous leur hobby »¹²

L'UNADEL a un mode de gouvernance de type associatif classique composé d'un conseil d'administration de 23 personnes dont est issu un bureau qui compte 7 membres.

En 2015 le bureau était composé des membres suivants ¹³:

- Claude GRIVEL, président
- Gérard VALERO, trésorier
- Jean MAILLET, Secrétaire général
- Yves- Marie SZYMUSIAK, vice-président délégué aux relations avec les territoires
- Clémentine LE LAY, secrétaire
- Marie-Renée BOURGET-DAITCH
- Sabine HUTARECK

¹² Extrait de l'entretien de Jean Maillet

¹³ Éléments issus du site internet de l'UNADEL

Le conseil d'administration était quant à lui composé des membres suivants :

Éric ANDRIEU – Député européen (Occitanie)

Pierre-Jean ANDRIEU – Professeur associé en Sciences sociales à l'Université Paris 7 (Ile de France)

Laurent BIELICKI – Directeur de l'ARDL PACA (Provence Alpes Côte d'Azur)

Jean-Marc BINAUD – Chargé de développement territorial, administrateur du CEAS 72 (Centre d'Etude et d'Action Sociale de la Sarthe)

Marie-Renée BOURGET-DAITCH – Conseillère technique du Mouvement du Développement Social Local. Suppléant Marc Monneraye (Bretagne)

Cécile CHABROL – Directrice du Pays du Trégor Goëlo (Bretagne)

Olivier DELBOS – DGS de Communauté de communes (Occitanie)

José DHERS – Administrateur de l'IDELIF (Initiatives de Développement Local en Ile-de-France)

Olivier DULUCQ, consultant (Bretagne)

Georges GONTCHAROFF – Expert en développement local – (Ile de France)

Yves GORGEU – Expert en développement local – (Ile de France)

Claude GRIVEL – Administrateur territorial – Suppléant : Olivier Jacquin, Président de Citoyens et Territoires. (Grand Est)

Sabine HUTARECK – Directrice de centre social (Bretagne)

Claudy LEBRETON, ancien élu, (Bretagne)

Clémentine LE LAY – Directrice du Pays des Garrigues Costières de Nîmes (Occitanie)

Stéphane LOUKIANOFF, directeur de Pays (A3V, PACA)

Jean MAILLET, secrétaire général d'association (Occitanie)

Johan MILIAN – Maître de conférences en géographie à l'Université Paris 8 (Ile de France)

Jérôme MOREAU, Directeur du Pays de Saint Flour (Auvergne Rhône Alpes)

Paulette SALLES – Conseillère départementale de Haute Garonne (Occitanie)

Yves- Marie SZYMUSIAK – Président du Conseil de développement du Pays de Thiérache (Haut de France)

Gérard VALERO – administrateur de l'ADAT (Association pour le Développement et l'Animation du Treuil) (Occitanie)

Lors de nos entretiens, les différents interviewés ont exprimé leur préoccupation concernant la difficulté de renouvellement du conseil d'administration de l'association : « *le conseil d'administration(...) c'est quand même toute une série de vieux militants qui ont vu le demi-siècle passé.* »¹⁴.

Ils nous ont présenté l'enjeu de son de rajeunissement : « *le challenge c'est de régénérer le conseil d'administration pour y amener des jeunes quinquas, des quadras, des trentas qui eux vont avoir à continuer ce mouvement culturel de développement local* »¹⁵.

Une étude de France Bénévolat¹⁶ montre la difficulté croissante des associations à renouveler leur conseil d'administration. Elle parle même « *d'un vieillissement des dirigeants associatifs, au point de pouvoir parler de gérontocratie* ».

L'UNADEL semble elle aussi confrontée à ce problème de renouvellement, qui selon France Bénévolat, s'articule autour de cinq axes :

- L'activité de membre du CA est chronophage et peut notamment concernant la fonction de président correspondre à un investissement en temps équivalent à un mi-temps. Ce qui expliquerait que près de la moitié des présidents d'association soient des retraités.
- La fonction de membre du CA demande des compétences multiples et pour certaines spécifiques au monde associatif.
- Être membre d'un CA constitue une prise de risque au niveau juridique. Ce facteur est fortement dissuasif.
- Un problème de légitimité des aspirants à la fonction notamment vis-à-vis des membres fondateurs.
- Difficulté, plus particulièrement pour les petites associations, de trouver en interne des personnes ressources volontaires pour se présenter aux fonctions de membre du CA.

Compétences

« Ce n'est pas un hasard si l'on retrouve, au premier rang des conseils de développement des pays et des communautés d'agglomération, des représentants des organisation de l'économie sociale et solidaire ou encore si les associations de développement local, les coopératives ou les unions d'économie sociale sont souvent les initiateurs ou les porteurs de projets de développement local en milieu rural comme en milieu urbain. »¹⁷

¹⁴ Extrait de l'entretien de Jean Maillet

¹⁵ Extrait de l'entretien de Jean Maillet

¹⁶ Le « recrutement » et le renouvellement des dirigeants associatifs : *une question clé pour le mouvement associatif*. Juin 2008

¹⁷ Maurice Parodi, l'utilité sociale pour éclairer la cachée de la valeur de l'économie sociale, RECMA – Revue internationale de l'économie sociale, n° 315, pp.40-55

L'UNADEL, présente sur le territoire national depuis de nombreuses années, permet « l'expression politique du développement local participatif auprès des pouvoirs publics et des élus et agit pour une reconnaissance des acteurs et des structures de développement au niveau national et international. »¹⁸ Elle met au service du territoire national des compétences avisées :

- **Un lieu de ressources**

Partenaire incontournable des réseaux régionaux de développement local, l'UNADEL détient une compétence de veille qu'elle traduit par l'information des adhérents et du public en ce qui concerne les problématiques liées au développement local participatif et la mise en réseau et échange d'expériences entre des acteurs et des structures du développement local participatif.

- **Un lieu de rencontres, d'échanges, et de formations**

L'UNADEL organise ou co-organise des manifestations d'ampleur nationale ou régionale sur des problématiques ayant trait au développement des territoires. Elle a développé des compétences d'animation de groupes de travail entre partenaires agissant sur un même sujet (plates-formes partenariales) réunissant des associations et des institutions, elle organise des formations et voyages d'étude. Depuis la loi du 25 juin 1999 d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire, dite loi Voynet ou LOADDT, l'UNADEL organise des groupes de travail sur les thèmes de cette loi.

- **Un lieu d'expression politique**

Acteur œuvrant pour la promotion du développement local participatif auprès des institutions européennes, nationales et territoriales, l'aménagement du territoire, la décentralisation, l'UNADEL agit pour la mise en place d'un réseau mondial de développement local et pour la réflexion et la mise en œuvre de partenariats avec les pays de l'Europe de l'Est et de l'Afrique dans le cadre de la coopération décentralisée avec les collectivités locales adhérentes.

Pour contribuer et réagir à la définition de politiques publiques, l'UNADEL participe activement dans les instances nationales (Conseil national pour l'aménagement et le développement du territoire, Réseau rural français...)

- **Un lieu d'analyse et de production**

L'UNADEL propose de nombreuses publications, notes de travail, études et ouvrages : « Étude la coopération Leader vue d'ailleurs », « Conseils de développement, mode d'emploi » en 2009, « Livre blanc du développement local et de la décentralisation » en 2012 émanant de groupes de travail et de réflexion.

Définie comme étant « *l'ensemble des moyens humains et des missions concourant à l'élaboration et à la conduite d'un projet territorial, ainsi qu'à la définition, au montage et à*

¹⁸ Site officiel du Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

la mise en œuvre d'actions »¹⁹, l'ingénierie du développement territorial est au cœur des pratiques de l'UNADEL.

Lien avec les politiques publiques

Selon le site officiel du ministère de l'agriculture, « L'UNADEL permet l'expression politique du développement local participatif auprès des pouvoirs publics et des élus et agit pour une reconnaissance des acteurs et des structures de développement au niveau national et international »²⁰

Cette reconnaissance gouvernementale montre que l'initiative UNADEL travaille dans le cadre des politiques publiques locales, nationales, voire internationales.

En effet, dans le cadre de ses missions, l'UNADEL diffuse des informations et propose des évolutions législatives ainsi que des politiques d'appui au développement local.

Jean MAILLET nous confirme « Je pense que l'UNADEL avec d'autres,... on agissait aussi beaucoup sur ces questions-là, on a été de ceux qui ont aidé le Législateur à dire à un moment donné, et bien il faut réintroduire de la démocratie participative, et par exemple quand Pasqua en 93, et puis Voynet en 99, ont commencé à parler des pays, l'UNADEL et d'autres... ont été de ceux qui ont dit le conseil de développement d'un pays, c'est une, il faut que ça devienne une obligation ! ».

Cette action de l'UNADEL trouve ses prolongements dans la mise en réseau des acteurs et des structures du développement local qui ont agi pour faire reconnaître les conseils de développement, notamment en étant une force de proposition.

Selon Jean Maillet : « On était quelques-uns à avoir convaincu les ministres, enfin convaincu les parlementaires et le gouvernement de laisser passer les amendements pour que la question des conseils de développement soit bien ancrée »

Dans le cadre de sa mission d'accompagnement et de formation des acteurs locaux, l'UNADEL agit pour « mettre en réflexion les citoyens... qui ont, je dirais, obligé un peu le politique à tenir compte de toutes ces expériences qui étaient en cours, pour essayer d'élargir leur déploiement »²¹.

En actionnant différents leviers et modes d'action (rencontres avec les décideurs, mutualisation de ressources, Co/organisation de différents temps forts dédiés aux acteurs du développement local...), l'UNADEL cherche à influencer au niveau local, national, voire international, la définition ou le changement de politiques ainsi que leur mise en œuvre.

¹⁹ Définition présentée par Gilles Rey-Giraud (ETD) en ouverture du Congrès national des développeurs territoriaux le 3 juillet 2013.

²⁰ <http://agriculture.gouv.fr/unadel-union-nationale-des-acteurs-et-des-structures-du-developpement-local>

²¹ Extrait de l'entretien de Jean Maillet

Jean Maillet qualifie l'activité de l'UNADEL de « plaidoyer, [qui] mériterait d'être largement structuré et c'est effectivement les bénévoles du conseil d'administration et quelques amis et alliés dans la sphère politico-administrative qui le font ».

Afin de faire (re)connaître ses revendications auprès des politiques, L'UNADEL cherche à influencer les différentes lois qui concernent la démocratie participative au moment des débats avant leurs votes par le parlement.

Jean MAILLET nous livre la recette : « A chaque fois qu'il est possible d'y glisser quelque chose ayant trait à la question d'une démocratie plus riche, de la présence de conseils de développement, de l'animation, des moyens dédiés à ça on fait un travail de lobbying ! ».

Ce lien avec les politiques publiques a des conséquences directes sur le territoire et la typologie de partenariat qui s'y développe.

Territoire et typologie de partenariat

Une dimension territoriale nationale ancrée dans le soutien aux territoires locaux.

« L'UNADEL est à Paris car on est dans un pays très centralisé et c'est pour être au plus près des ministères. Mais nous souhaitons créer des relais d'UNADEL dans toutes les régions. »²²

Les locaux de l'UNADEL sont situés à Paris. Cependant le territoire d'activité de l'association couvre toute la France.

Car d'une part, la diversité géographique des membres du conseil d'administration constitue un maillage du territoire, dont chaque membre fait fonction de relais des idées et actions de l'UNADEL sur son territoire.

« Il (un membre du conseil d'administration) accompagne une dizaine de conseils citoyens dans l'Hérault et dans le Gard. On a accompagné récemment, des conseils de citoyens autour de Valenciennes dans trois communes qui voulaient se former. C'est de la formation action et on fait la même chose aujourd'hui du côté d'Evry, Courcouronnes et Ris-Orangis »²³.

D'autre part, les missions de l'UNADEL s'inscrivent dans la rencontre, le soutien et l'accompagnement des initiatives sur les territoires ce qui induit une forte mobilité de la part des acteurs de l'UNADEL.

²² Extrait de l'entretien de Jean Maillet

²³ Extrait de l'entretien de Jean Maillet

« Demain on est à Auch », « il y a quelques semaines, quelques mois maintenant, un territoire dans les Ardennes qui s'appelle le près Ardennais, on a passé deux jour sur le terrain à rencontrer à la fois les élus, les porteurs de projets »²⁴

Une politique partenariale importante et multiple.

L'UNADEL, par la nature de ses missions, a été amenée à développer une politique de partenariat importante en direction des institutions politiques à tous les niveaux (national, régional, départemental) mais aussi avec certaines des associations qui concourent au développement des territoires locaux.

- **Les partenaires institutionnels** ²⁵:

CGET (Commissariat Général à l'Égalité des Territoires) anciennement ACSE (Agence nationale pour la Cohésion Sociale et l'Égalité des Chances)

DATAR (Délégation interministérielle à l'Aménagement du Territoire et l'Attractivité Régionale)

Ministère de l'agriculture et de la pêche

Ministère de l'Égalité des Territoires et du Logement

Ministère délégué à la Ville

Région Rhône Alpes

DRAAF Rhône-Alpes (Direction Régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt de Rhône-Alpes)

Caisse des dépôts

Mairie-conseils

ADCF (Assemblée des Communautés de France)

APFP (Association de Promotion et de Fédération des Pays)

ARF (Association des Régions de France)

ASP (Agence des Services et Paiements)

Fédération des parcs naturels régionaux

²⁴ Extrait de l'entretien de Jean Maillet

²⁵ Éléments issus du site internet de l'UNADEL

Appartenance à des collectifs et des réseaux

L'UNADEL, est un réseau national qui participe à de nombreux réseaux et collectifs tant au niveau national qu'au niveau des territoires. Force de compétences en ingénierie de coopération entre différents acteurs et champs d'action, l'UNADEL est présente dans diverses instances sur la scène locale, régionale, nationale et internationale. Voici quelques exemples pour illustrer ce propos :

- « Alors que le Gouvernement s'apprête à définir des préconisations issues de la « concertation pour la refondation de la politique de la ville », les réseaux du Collectif Pouvoir d'agir (dont l'UNADEL) publient une plate-forme de propositions. Ces principes et propositions ne valent d'ailleurs pas que pour les territoires de la politique de la ville et pourraient servir de base de réflexion pour la relance de projets de développement local démocratiques; ils pourraient alimenter notamment des évolutions du projet de loi de décentralisation qui brillent pour l'instant par l'absence de toute référence à la démocratie locale ou presque. »²⁶
- Être présent au côté du CIEDEL (Centre International d'Études pour le Développement Local) en tant qu'animateurs de réseaux dans le domaine du développement local et de la coopération internationale, témoigne d'un désir partagé de mutualisation d'expériences, de compétences et de savoirs ; mais aussi d'une coopération comme lors d'actions communes et concertées afin d'appréhender les nouveaux enjeux auxquels se confronte le développement local.
- L'implication dans le réseau des acteurs du développement local dans le Grand Est au côté d'autres associations partenaires telles que l'association 4D (Dossiers et Débats pour le Développement Durable), ETD (Entreprises Territoires et Développement), Unité nationale d'animation Leader +...mais aussi des partenaires territoriaux comme par exemple ARADEL (Association Rhône-Alpes des professionnels du Développement Économique Local) en est un exemple fort. Réunis dans des projets où l'intelligence collective est recherchée, l'UNADEL s'engage et contribue à de nombreux projets collectifs porteurs des valeurs de développement local et durable.
- Membres de la Plate-forme nationale des métiers (dont l'UNADEL et l'IRDSU) ont co-organisé avec le Collectif Ville Campagne et la Plate-Forme régionale de développement rural de Rhône-Alpes, ils organisent le premier Congrès national des développeurs territoriaux à Valence au côté du réseau rural et périurbain francilien, le l'association question de Ville, pôle de ressources villes et développement Social du Val d'Oise et de Profession Banlieue.

²⁶ Eléments issus du site de l'UNADEL

- Au niveau territorial²⁷, l'UNADEL intervient auprès d'une pléiade d'acteurs tels que :
 - AADELA (Association des Agents du Développement Local d'Aquitaine),
 - ADELIM (Association des agents de Développement Local du Limousin),
 - IDEA 35 (agence de développement économique d'Ile et Vilaine),
 - ADUDA (Agence de Développement Universitaire Drôme Ardèche),
 - ARDTA (Agence Régionale de Développement des Territoires d'Auvergne)
 - ...

Le réseau UNADEL est un interlocuteur présent et mobilisé qui développe un travail de coopération sur divers territoires afin de promouvoir le développement local par le soutien à la participation et au pouvoir d'agir des citoyens et de leur territoire. L'éthique et les valeurs que ce réseau prône, guident leurs actions mais aussi leurs relations de coopération de la scène internationale au niveau local.

Conclusion

L'UNADEL est une association dont le passé et l'expertise lui confèrent une légitimité en matière d'accompagnement et d'ingénierie d'initiatives locales dans le domaine du développement durable. Bien que présente sur l'ensemble du territoire grâce à ses nombreux relais sur le terrain et à une politique de partenariat associatif, l'UNADEL, comme de nombreuses associations, souffre d'une diminution des subventions qui lui sont allouées, ainsi que d'une difficulté à renouveler son conseil d'administration et à attirer de nouveaux membres. Afin de contrer cette première difficulté, l'UNADEL a élargie depuis quelques années ses sources de financements en développant des activités de formations et d'accompagnements en direction de collectivités locales, en s'impliquant dans des instances plus ou moins nouvelles et notamment celles issues des nouveaux re-découpages territoriaux portés par la création des régions et les nouvelles organisation comme les EPCI encouragés par la loi NOTRe. Cependant l'enjeu de la transmission à une nouvelle génération de membres et d'administrateurs des valeurs et savoirs de l'UNADEL reste problématique alors même que la question du pouvoir d'agir des citoyens sur leur territoire reste d'actualité et sans cesse à travailler.

« Vivre et travailler au pays »

Un slogan ancien qui reste une réalité d'aujourd'hui.

²⁷ Éléments issus du site internet de l'UNADEL